ANNEXES

ANNEXE

NOUVEAUX STATUTS DU SYTRAL

Statuts du syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise

(Les dispositions en italique remplacent les dispositions anciennes.
Les dispositions entre crochets sont supprimées)

Article 1

1° - Un syndicat mixte, d'une durée illimitée, est formé entre le département du Rhône et la communauté urbaine de Lyon pour l'organisation et l'exploitation des transports en commun de la région lyonnaise ;

2° - Il est dénommé syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL) ;

3° - *Son siège est situé 21, boulevard Vivier Merle à Lyon 3° arrondissement (Rhône).*

Article 2 (nouveau)

La communauté urbaine de Lyon et le département du Rhône participent aux opérations d'investissement et de fonctionnement du réseau de transports en commun dans les conditions suivantes et ce, à compter du 1er janvier 1999 :

- la participation du Département est fixée à 100 MF par an, cette somme étant indexée annuellement sur l'inflation,

- la participation de la communauté urbaine de Lyon est au minimum indexée sur l'inflation. Au titre de l'année 1999, cette somme est fixée à 690 MF.

La responsabilité des emprunts est assumée dans les conditions suivantes :

- pour les emprunts conclus avant le 1er janvier 1999, la responsabilité en est assumée à hauteur de 50 % par le département du Rhône et de 50 % par la communauté urbaine de Lyon,

- pour les emprunts conclus à compter du 1er janvier 1999 inclus, la responsabilité en est assumée à hauteur de 35 % par le Département et 65 % par la communauté urbaine de Lyon.

Alinéa 2 supprimé :

[2° - En cas de dissolution du syndicat mixte d'office ou à la demande des personnes morales qui le composent, par décret pris sur l'avis conforme du Conseil d'Etat, si le département du Rhône et la communauté urbaine de Lyon ne peuvent se mettre d'accord pour le maintien de l'exploitation en commun du réseau, chacun d'eux fera valoir ses droits, conformément à la législation en vigueur, en maintenant l'unité du réseau.

Dans ce cas, et conformément aux dispositions de l'article L 166-4 du code général des communes, le décret de dissolution déterminera, sous la réserve du droit des tiers, les conditions de dévolution de l'actif et du passif du Syndicat.]

Article 3

Les ressources du Syndicat comprennent :

- les revenus de son patrimoine,
- les subventions,
- le produit des dons et legs,
- le produit des ressources diverses liées à son objet et affectées à la gestion des transports en commun par les textes légaux ou réglementaires, *dont le versement transport*,
- les emprunts,
- les contributions des collectivités adhérentes.

Article 4

1° - *Le Syndicat est administré par un comité de vingt membres comprenant treize membres élus en leur qualité de conseillers communautaires et sept membres élus en leur qualité de conseillers généraux.*

Le comité élit parmi ses membres le président du syndicat, qui a obligatoirement la qualité de conseiller communautaire et le vice-président qui a obligatoirement la qualité de conseiller général.

Le vice-président remplace le président en cas d'indisponibilité de ce dernier.

Le comité désigne également parmi ses membres un bureau exécutif comprenant huit personnes et composé comme suit :

- *le président et le vice-président du syndicat,*
- *quatre membres élus en leur qualité de conseillers communautaires,*
- *deux membres élus en leur qualité de conseillers généraux.*

Cette répartition des sièges prendra effet à l'occasion du futur renouvellement de l'assemblée délibérante de la communauté urbaine de Lyon, postérieurement aux prochaines élections municipales prévues en mars 2001 ;

2° - L'élection du président et du [premier] vice-président [éventuellement des deux autres vice-présidents] du Syndicat ainsi que des membres du bureau exécutif a lieu après chaque renouvellement des assemblées des collectivités qui composent le Syndicat. Les mandats du président *et du vice-président* sont renouvelables.

3° - Le comité du Syndicat se réunit obligatoirement au moins tous les deux mois. Il peut également se réunir à tout moment, soit à la demande de son président, soit à la demande de neuf au moins de ses membres.

Les décisions du comité sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Le comité peut déléguer à son président *tout ou partie des pouvoirs qui sont énoncés à l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales ;*

4° - Le comité peut déléguer au bureau exécutif une partie de ses pouvoirs, à l'exclusion, toutefois, des matières suivantes :

- modifications apportées aux statuts du Syndicat,
- décisions concernant les modalités d'exploitation du réseau, *notamment la création ou la suppression de lignes ainsi que la tarification,*
- *vote du budget, approbation du compte administratif du Syndicat et des comptes des délégataires du réseau TCL et OPTIBUS,*
- réalisation des emprunts,
- *rémunérations* du personnel,

- acquisitions foncières ou immobilières supérieures à 1 MF,
- *approbation des marchés de fournitures ou de services d'un montant supérieur à 1 MF,*
- approbation des marchés de travaux d'un montant supérieur à 5 MF,
- *délégation de la gestion d'un service public.*

5° - Il appartient au comité syndical d'organiser son administration et ses procédures ;

Le comité peut solliciter le concours de tout fonctionnaire ou personne qualifiée susceptible de l'aider dans sa tâche et s'entourer de tous avis utiles à ses délibérations.

Article 5

1° - Le président du Syndicat est ordonnateur des recettes et des dépenses ;

2° - Le trésorier principal de Lyon-Municipale assure les fonctions de receveur du Syndicat.

Article 6

Le Syndicat est soumis aux dispositions du titre deuxième du livre sept du code général des collectivités territoriales : articles L 5721-1 à L 5722-6 ainsi qu'aux dispositions du chapitre II du titre premier du livre deux du code général des collectivités territoriales : articles L 5212-1 à L 5212-25.